Jean-Marc PIOTTE
sociologue (UQAM)
1984

“ Pour une renaissance syndicale ”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jean-Marc Potte, sociologue québécois
Professeur à la retraite, UQAM

“ Pour une renaissance syndicale. ”

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Jean-Marc Potte, “ **Pour une renaissance syndicale.** ”

Jean-Marc Potte, “ Pour une renaissance syndicale ”. Un article publié dans la revue Les cahiers du socialisme, Montréal, n° 14 (Dossier sur la crise du syndicalisme), printemps 1984 (pp. 14 à 35). [Autorisation accordée le 2 juin 2003]

Jean-Marc Potte enseigne au Département de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal. Militant syndical et il a consacré plusieurs livres et articles à la théorie marxiste des classes, de la nation, de l'État et du parti, ainsi qu'à la lutte syndicale. Il fut de plus co-fondateur des revues Parti pris et Chroniques.

M. Potte est spécialisé dans les idéologies politiques et le syndicalisme.
(potte.jean-marc@uqam.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5’’ x 11’’)

Édition complétée le 6 juillet 2003 à Chicoutimi, Québec.

Table des matières

Introduction

1. Une nouvelle conjoncture
2. Un nécessaire réalignement stratégique
3. Quelques pistes

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Bien écrit et très informé (François Demers était le journaliste attitré du comité de négociation de la C.S.N. lors du troisième Front commun) les *Chroniques impertinentes*¹ constitue un important ouvrage de consultation pour quiconque veut réfléchir sur le syndicalisme des travailleurs de l'État durant la dernière décennie.

L'auteur, avec honnêteté et modestie, définit dans sa préface la portée et les limites de son point de vue descriptif et critique. Dans le corps de l'ouvrage, il dévoile avec une impudeur moqueuse et provocante les manques, les travers, les ambivalences et les contradictions du mouvement syndical. Puis il conclut son exposé par un appel à la recherche d'un modèle alternatif.

Qu'un renouvellement de la stratégie et de la problématique syndicale soit indispensable, que cette renaissance exige un regard froid, lucide et distancié sur le syndicalisme que nous avons vécu depuis la crise d'Octobre, voilà une approche à laquelle je souscris entièrement et dont la nécessité, démontrée encore par l'expérience du dernier Front commun, devrait s'imposer à tout syndicaliste. Malgré cette concordance avec les positions de François Demers, la lecture de son livre m'a plongé dans un profond malaise. Une seconde

¹ Nouvelle Optique, 1982, 170 p.

lecture, aussi attentive mais sans doute plus analytique, m'a permis de sortir de cet embarras en me révélant ce qui l'avait suscité.

François Demers est, dit-il, "désabusé" et "cynique" : les actions humaines ne seraient nées que par "des intérêts étroits et -les calculs mesquins" alors qu'il aspire incurablement à une société égalitaire, à salaire unique, qui serait le fruit "d'une qualité morale et d'une lucidité politique exceptionnelle des acteurs". Cette vision a la cohérence du manichéisme : face à l'espoir céleste et béat de l'auteur, toute réalité humaine ne peut être que basse, vile, bestiale.

Je ne mentionnerais pas la morale de l'auteur, aussi naïve soit-elle, "vestige", comme il le dit, de son éducation "d'avant 1960", si elle n'avait des effets non innocents sur ses analyses. Car que reproche Demers aux revendications égalitaristes des Fronts communs ? D'être le fruit de compromis entre différents groupes de syndiqués, de correspondre à leurs intérêts, de s'inscrire dans une vision stratégique où l'appui de l'opinion publique est sollicité ... comme si les luttes pour la réduction des écarts de salaire, les hausses de salaire minimum et l'égalité entre les hommes et les femmes ne devraient pas correspondre aux intérêts clés travailleurs en lutte et s'inscrire au sein d'un rapport de forces très concret.

Évidemment, les gains syndicaux sont fort éloignés du salaire unique prôné par Demers, objectif que n'a d'ailleurs jamais partagé le mouvement syndical. Mais il faut se souvenir de l'immense travail accompli au début des années soixante-dix pour amener les syndiqués des trois Centrales, habitués jusque là à militer dans une perspective strictement locale, non seulement à penser leurs propres intérêts à travers ceux de l'ensemble des syndiqués de l'État, mais aussi à les intégrer à une politique salariale progressiste pour comprendre que s'est joué là un changement majeur, une transformation qualitative de la pratique syndicale. La scission de la C.S.D. - et non son expulsion, comme le dit erronément l'auteur - n'est que le symptôme de ce bouleversement : des syndiqués du secteur privé, surtout parmi les plus démunis, résignés à leur exploitation, soumis au capitalisme et à ses maux, et habitués à déléguer leurs pouvoirs à l'appareil syndical suivirent leurs permanents et dirigeants qui, au nom de la tradition, se dissocièrent du discours progressiste et de la pratique contestatrice des nouveaux militants.

Avant les années soixante-dix, l'objectif de réduction des écarts salariaux était pratiquement absent des préoccupations syndicales, y compris parmi ceux qui fonderont la C.S.D. Et ce n'est évidemment pas le patronat toujours partisan du "au plus fort de la poche", ni les gouvernements, ni les partis politiques, ni les fabricants d'opinion qui ont imposé comme débat public une politique salariale progressiste. Si nous pouvons aujourd'hui nous disputer sur les retombées de la politique salariale du mouvement syndical, discuter de la plus ou moins grande réduction des discriminations et les écarts salariaux et

questionner les effets des gains des syndiqués de l'État sur ceux du secteur privé c'est, qu'au préalable, les syndiqués des Fronts communs ont pris l'initiative et ont eu la capacité de poser comme enjeu social une politique de réduction des disparités de revenus.

Que la politique salariale ait été établie en dépassant dans une unité supérieure les intérêts corporatistes de chaque secteur et de chaque profession, que cette politique corresponde aux intérêts des travailleurs impliqués, tout cela m'apparaît normal et sain. Pourtant François Demers s'en désole au nom d'une éthique du sacrifice datant d'avant la révolution (plutôt que résolution*****) tranquille. On ne peut comprendre les gens de .n a génération si on méconnaît la morale masochiste dont on nous a abreuvée durant notre enfance comme on ne peut comprendre un Québécois si on ignore l'hiver. Mais j'aurais espéré que Demers dépasse cette morale d'antan. Car si on doit aimer les autres comme soi-même, il faut, au préalable, pour que ce précepte puisse fonctionner, s'aimer soi-même. Le don, la générosité, sauf s'ils s'inscrivent au sein d'une martyrologie, impliquent toujours un certain calcul oh le soi se retrouve dans l'autre.

François Demers juge très sévèrement les résultats des Fronts communs à la lumière du projet social qui les animait. Je ne questionne pas l'utilité d'une telle approche, mais sa partialité. Car ce projet et son actualisation doivent être inscrits dans le temps et comparés à la réalité qui les précédait si on veut les évaluer historiquement, ce que néglige notre téléologique auteur.

Ainsi Demers a raison d'affirmer que, dans certains syndicats, les conseils syndicaux se sont coupés de leur base par un radicalisme tout azimut. Mais même dans ces syndicats subsistait toujours au sein des conseils une tendance minoritaire qui pouvait S'opposer au groupe dominant et espérer la renverser grâce à l'Assemblée générale : ce qu'elle a d'ailleurs fréquemment réussi. Le conseil syndical, en élargissant la participation des membres, en favorisant un plus grand accès à l'information et en diffusant le pouvoir, a accru la démocratie syndicale. Or l'auteur, qui privilégie la structure syndicale traditionnelle, oublie qu'elle était formée d'un exécutif étroit, dépositaire du savoir-faire et le plus souvent homogène, exécutif qui recevait ses mandats d'une Assemblée générale qu'il arrivait à peine à réunir. Cette structure n'est sûrement pas plus démocratique que la structure syndicale à doubles paliers ou l'exécutif, entre les assemblées générales, est contrôlé par les délégués des divers départements ou disciplines : le conseil syndical

Ainsi, Demers qui était conseiller à l'information de Marcel Gilbert, négociateur en chef de la C.S.N. lors du troisième Front commun oppose le "Ca" revendicatif et débridé les militants au "surmoi" répressif et rationnel des négociateurs. Ce conflit réel, symptôme d'un discours qui n'arrive plus à unifier ces deux moments de l'action syndicale, s'il est bien perçu par l'auteur,

même si c'est en valorisant le "surmoi" au détriment du "ça", l'empêche devoir et de reconnaître les changements bénéfiques qu'ont apporté les Fronts communs par rapport à la pratique syndicale antérieure. Car la différence entre mobilisation et négociation traverse, sous des noms différents, l'ensemble de l'histoire syndicale : elle est indépassable comme celle qui lie et oppose projet et réalisation. Et le syndicalisme de combat a démocratisé ces deux moments et leur interaction en exerçant une surveillance plus serrée et continue sur les négociateurs et les responsables à l'action qui, auparavant, n'avaient de compte à rendre à aucun militant et à personne, sauf aux assemblées convoquées irrégulièrement.

Malgré son moralisme et son finalisme qui pervertissent ses analyses historiques et politiques, le pamphlet de Demers a l'indéniable mérite de secouer les partisans du syndicalisme de combat dans leurs dernières certitudes et de les rappeler à une nécessaire réflexion ².

² Ce texte était déjà écrit lorsqu'est paru "Le dernier Front commun" de F. Demers (Les Cahiers du Socialisme, nos 12-13, (printemps 1983) ; pp. 24-43).

L'auteur s'y lance dans une attaque tout azimut contre un article rédigé avec Thierry Hentsch ("Le malaise du syndicalisme québécois", Le Devoir, 18 janvier 1982) et contre la gauche en général. Dans cet article - et face aux attaques convergentes du gouvernement, du patronat et de la majorité des intellectuels - nous soutenions la légitimité, pour les syndiqués, de défendre leurs acquis même si, dans la présente crise économique, cette défense ne pouvait s'articuler sur un projet social global. Dans une réplique, Jacques Godbout critique avec justesse notre position, en montrant que le mouvement syndical ne peut affronter la crise qu'en mettant de l'avant un projet de société ("Du bon usage de la force syndicale", Le Devoir, 1er mars 1982). Mais Godbout fonde sa critique en l'appuyant sur une opposition entre les syndiqués privilégiés du secteur public et ceux désavantagés du secteur privé et en proposant comme modèle les positions du syndicalisme suédois. Or cette opposition, dans sa globalité, est fallacieuse et le modèle suédois, dans cette négociation, se révélait trompeur. Je m'en explique d'ailleurs dans "Une attaque d'une ampleur sans précédent" (Le Devoir, 13 octobre 1982) que Demers passe pudiquement sous silence.

Demers, lui, appelait de ses vœux une négociation nationale où les syndiqués de l'État auraient pu généreusement se sacrifier au profit des moins bien nantis. Or, j'ai dit ailleurs l'illusoire efficacité syndicale d'une telle position ("La négociation nationale comme stratégie, magazine C.E.Q., février 1983, pp. 39-43).

Dans la présente crise économique, le mouvement syndical doit repenser sa stratégie, et l'inscrire dans un projet reformulé de société là s'arrête mon accord avec Demers qui ose encore affirmer que les syndiqués du secteur public sont des "biens nantis" et que le gouvernement Lévesque a doublé à gauche le mouvement syndical lors des dernières négociations.

1. Une nouvelle conjoncture

[Retour à la table des matières](#)

La victoire électorale du P.Q. en 1976 transforme la conjoncture politique et requiert du mouvement syndical - indépendamment du jugement qu'on porte sur sa problématique et sa pratique syndicales antérieures - qu'il réévalue et réajuste sa stratégie.

La C.S.N., contrairement à l'ouvrière F.T.Q. et à la Centrale de l'Enseignement, regroupe dans des proportions représentatives des travailleurs de divers secteurs (de l'État et de l'entreprise privée, collets-bleus et collets-blancs, ouvriers et intellectuels petits-bourgeois salariés). Elle est, à l'inverse de la F.T.Q., une Centrale unifiée. Elle a été l'initiatrice et la principale animatrice des divers Fronts Communs - ce qui n'enlève rien à la C.E.Q. dont les enseignants ont démontré beaucoup de courage et le dignité lors du dernier affrontement avec l'État. La C.S.N., qui aurait donc dû être au centre de cette réévaluation et de ce réajustement stratégiques, s'est révélé impuissante à relever ce nouveau défi.

Les marxistes-léninistes qui avaient été séduits par la Révolution culturelle (*En lutte!* maintenant disparue et le P.C.O. qui l'imita dans cette dissolution), les trotskystes, ces marxistes-léninistes de la bonne conscience (le mort-vivant G.S.T.) et la plupart des participants du syndicalisme de combat, dont ceux qui contrôlaient le syndicat des permanents de la C.S.N., se sont entendus, malgré leurs importantes divergences, pour maintenir la même orientation syndicale: le Parti québécois n'est-il pas, comme le Parti libéral, un parti bourgeois ? Mais ce jugement classiste, dans sa globalité, gomme les particularités qui dessinent les conjonctures. Car, avant '76, le Parti québécois n'attaquait-il pas la même cible politique que le mouvement syndical (le Parti libéral de Bourassa) et ne partageait-il pas avec lui un certain nombre d'objectifs sociaux ? Les différences entre le souverainiste Parti québécois doté d'un programme social-démocrate et le fédéraliste Parti libéral muni d'un programme bourgeoisement traditionnel, et le remplacement du second par le premier au gouvernement modifiaient le rapport des forces qui déterminent les conjonctures et exigeaient une réorientation stratégique à laquelle s'opposait ce regroupement de tendances au gauchisme multiforme.

À l'opposé, des militants et des sympathisants péquistes, présents dans les diverses instances de la C.S.N., se croyaient au pouvoir depuis la victoire du Parti québécois et voulaient y associer le mouvement syndical. Ils défendirent l'objectif de "négociation nationale" et obtinrent l'appui des Congrès. Mais ces péquistes avoués, honteux ou inconscients, dans leur désir de concertation et de collaboration, négligeaient un certain nombre de facteurs qui limitaient la faisabilité de leur projet. Car le P.Q., même dans l'opposition, tout en s'associant aux critiques du mouvement syndical contre le Parti libéral, s'était bien gardé de reprendre à son compte les objectifs du mouvement et s'était démarqué de ses grèves et manifestations. Comment pouvait-on espérer que la responsabilité du pouvoir rend le P.Q. plus perméable aux actions et aux objectifs syndicaux ? Comment oublier que le P.Q. en Congrès avait rejeté le type d'organisation social-démocrate en battant la proposition d'Émile Boudreau qui visait à permettre l'affiliation de syndicats au parti ? Comment négliger que le visage social-démocrate (lu parti recouvre diverses tendances politiques dont, certaines de droite, unifiées par cette direction qui provient des Libéraux et technocrates de la Révolution tranquille ? Enfin comment imaginer une concertation nationale alors qu'une des parties, le patronat, s'y refuse absolument ?

On le voit les partisans de la collaboration n'ont pas les moyens de leur politique tandis que les tenants de la pratique "classe contre-classe" réduisent le mouvement syndical à des gestes héroïquement suicidaires. Évidemment, j'accentue et caricature cette opposition qui, dans la réalité, chevauche de multiples orientations qui s'entrecroisent, même si elles recourent toutes à un même discours, celui du syndicalisme de combat, qui tend à devenir une référence obligée, un langage de bois masquant (les divergences réelles, voire un pieux substitut à l'analyse concrète de la situation concrète. Quoiqu'il en soit, aucune des orientations que ce discours recouvre ne réussit vraiment à s'imposer et à mobiliser les membres autour de sa politique. Selon les événements, une politique prend le dessus, tandis que les opposants attendent que la situation leur redevienne favorable, tout en appuyant mollement, du bout des lèvres et non sans critiques les luttes soutenues par leurs adversaires. Cette guerre larvée et froide, ces perpétuelles tergiversations condamnent la C.S.N. à la désorientation, à l'épuisement, à l'impuissance et à la désorganisation.

2. Un nécessaire réalignement stratégique

[Retour à la table des matières](#)

Pourtant l'expérience des divers Fronts communs reliée à l'étude des résultats des luttes des travailleurs du secteur public aux U.S.A.³ auraient dû conduire l'ensemble du mouvement syndical à un réalignement stratégique. Car on le sait : les négociations, dans le secteur public, sont essentiellement politiques et les usagers, les payeurs de taxe et les citoyens décident, en définitive, du vainqueur de l'affrontement entre syndicats et gouvernement.

Les deux parties se portent au secours des usagers, mais elles le font toutes deux à la lumière de leur intérêt spécifique. La vocation première des syndicats est à la défense du salaire, des avantages sociaux et des conditions de travail des salariés qu'ils représentent. Ainsi dans la mesure où des conditions supérieures de travail permettent de meilleurs services et pour autant que l'extension des services publics entraîne la croissance de l'organisation syndicale, la défense des syndiqués et celles des usagers coïncident. Mais elles peuvent aussi s'opposer : le minutage des activités enseignantes protège l'institutrice contre l'arbitraire du directeur qui, dans les petites écoles, peut exercer un pouvoir discriminatoire, tatillon et odieux, mais aucune argutie n'arrivera à démontrer que le chronométrage de la présence enseignante se fait au bénéfice des élèves.

Les intérêts des producteurs de services et ceux des usagers, s'ils ne sont pas antagoniques, ne se recouvrent pas nécessairement. Cela explique sans doute pourquoi la F.A.S. a jusqu'ici été incapable de se doter d'une véritable politique de la santé tandis que la C.E.Q. n'a posé que les jalons d'une politi-

³ À ce sujet, on peut lire le débat sur la stratégie du syndicalisme dans le secteur public paru dans "Monthly Review (septembre 1978, vol. 30, no 4 et mars 1979, vol. 30, no 10) entre Paul Johnston et William W. Thompson II. Ce débat repose sur le constat suivant : "The union serves as a convenient political scapegoat for public officials caught between relatively declining tax revenues, spiraling demands for public services, (the urban crisis, the fiscal crisis), and the taxpayers rebellion (...). That is why it is possible to say that we see in the public sector today both tremendous advances in labor organization, membership, and activity and at the same time a series of disastrous defeats in major confrontations".

que de l'éducation. Cela sans doute éclaire pourquoi les expériences pédagogiques novatrices - les écoles alternatives et même l'école progressiste - ont été menées en marge des activités syndicales. Cela rend sans doute compte du maintien des associations professionnelles qui, malgré et à travers leur corporatisme, défendent la qualité de l'acte professionnel.

Le gouvernement, au mépris de ses ronflantes déclarations, représente encore moins les usagers lorsqu'il coupe les services sociaux et accroît le nombre de patients dont doit s'occuper chaque infirmière. Car c'est bel et bien l'État qui a voulu mesurer et tayloriser le travail infirmier en allouant un temps maximum pour chaque acte médical. Pourtant le patient sera porté à attribuer à l'infirmière la responsabilité de la détérioration de la qualité des soins, ignorant, qu'au nom de la productivité, l'État a accru depuis dix ans le nombre de "lits" dont est responsable chaque infirmière. Car le patient, s'il est sensible à la qualité de la présence des porteurs de soins médicaux, méconnaît le plus souvent les conditions de travail qui déterminent cette qualité et que cherchent à bonifier les syndicats par les conventions collectives. De même dans ces écoles et ces classes qui servent de transit à ces enfants appelés à devenir chômeurs, assistés-sociaux ou ouvriers non qualifiés, dans ces lieux où le travail d'enseignant est surdéterminé par celui de préfet de discipline, les instituteurs seront jugés comme responsables d'un système oppressif dont ils sont pourtant eux aussi les victimes.

Aussi lorsque les syndiqués se mettent en grève pour lutter contre les conditions de travail que veut leur imposer ou que décrète le gouvernement, lors même que cette défense coïncide avec la protection de la qualité des services offerts aux usagers, il sera très difficile aux syndicats de faire comprendre aux usagers qu'ils suppriment dans l'immédiat les prestations auxquelles ils ont droit en vue d'assurer à moyen terme le maintien de leur qualité. Les parents qui auront sur les bras leurs enfants d'âge scolaire, les malades qui seront retournés chez-eux ou qui devront attendre leur hospitalisation, bref tous ceux qui seront frustrés des services auxquels ils s'attendaient seront ainsi portés à s'en prendre aux grévistes - quelque soit la cause de l'arrêt de travail et même si celui-ci visait aussi à protéger dans le futur la qualité des prestations.

Si les syndicats et le gouvernement peuvent parler au nom des usagers, c'est que ceux-ci demeurent essentiellement inorganisés. Il y a bien le Comité provincial de Brunet qui, malgré l'extrémisme de ses positions et nonobstant les intellectuels "m'as-tu vu" et "croque-syndicaux" qui l'entourent, demeure un représentant des malades, du moins de ceux qui souffrent de maladies chroniques. Dans l'éducation, les comités de parents, s'ils représentent les enfants comme premiers responsables de leur éducation, doivent partager ce monopole avec les enseignants et l'État, puis reconnaître bon gré mal gré qu'ils ne sont pas les usagers/enfants dont ils veulent dire les besoins. Dans l'ensei-

gnement supérieur, depuis la grande contestation étudiante de la fin des années soixante, les administrations scolaires appuyées par le Ministère de l'éducation ont utilisé tous les moyens - des services d'animation étudiant aux contraintes juridiques et au contrôle financier - pour entraver l'organisation autonome des étudiants. Aussi entre le pouvoir étatique et le contre-pouvoir syndical, les usagers, dont l'appui constitue un des enjeux de leur affrontement, n'ont pas les organisations requises pour influencer de façon significative sur les résultats de leurs négociations.

Si le gouvernement peut amener les usagers contre les grévistes, il peut aussi soulever les payeurs de taxe contre les syndiqués. Cela est d'autant plus facile que chaque contribuable est davantage sensible aux impôts et taxes qu'il débourse individuellement qu'aux services collectifs dont il est un des possibles bénéficiaires. Et au Québec où le niveau d'imposition est un des plus élevés au Canada et où les services sont similaires à ceux fournis par la riche province de l'Ontario, le gouvernement pourra aisément et rapidement mobiliser contre les Fronts communs la majorité en la menaçant d'accroître sa contribution. Mais cette arme est dangereuse comme le révèle l'exemple de la Californie où la révolte des contribuables a entraîné une très grave détérioration des services et la quasi-faillite de l'État qui a dû récemment remplacer les retours d'impôt par des reconnaissances de dettes.

La capacité de dépenses de l'État n'est évidemment pas illimitée. Comme pour tout un chacun, elle dépend de ses revenus - ici, les impôts et les taxes et de ses lignes de crédit - les emprunts. Le taux d'imposition demeurant le même, le montant des impôts croît nécessairement avec la progression du produit national. Mais dans une période de récession comme l'an dernier, la somme des impôts baisse tandis que les charges de l'État demeurent constantes et même s'accroissent par la multiplication des chômeurs et des assistés-sociaux requérant une aide multiforme. Le Front Commun ne peut ignorer les contraintes financières de l'État, même si celles-ci sont moins rigides que ne l'affirment les porte-paroles gouvernementaux et même si elles sont conditionnées par les priorités économiques et sociales du gouvernement. Ces contraintes, comme celle du profit dans l'entreprise privée et comme celle de la productivité dans tous les secteurs, doivent être reconnues par le mouvement syndical, même si celui-ci ne peut les prendre en charge, dans la mesure où le gouvernement péquiste, comme le patronat et malgré ses appels éplorés à la concertation et à la solidarité, ne tient pas à partager son pouvoir dans une perspective social-démocrate de cogestion.

La sévère défaite du présent Front commun et les énormes pertes encourues (baisse de salaire, augmentation de la tâche, mises à pied, croissance des droits de gérance, etc.) devraient convaincre l'ensemble des syndiqués de l'État qu'il faut réviser la voie suivie depuis Octobre 1970. Le gouvernement Lévesque, en décrétant à la baisse les salaires et les conditions de travail de

l'ensemble les employés de l'État, semble sortir victorieux de cet affrontement, mais à quel prix ! Comment peut-il espérer obtenir l'essentiel appui des employés pour améliorer la qualité des services après une attaque d'une telle ampleur ? Comment peut-il encore rêver construire un État souverain après en avoir bafoué ses humbles artisans ? Comment entrevoit-il gagner les prochaines élections alors qu'il a désigné à la vindicte populaire ses plus fidèles partisans en les transformant en "nantis" et en "privilégiés" ? Décidément, ce gouvernement aura vraiment tout fait pour saccager les espoirs qu'il véhiculait.

Les seuls vainqueurs de ce dernier affrontement entre le gouvernement et le quatrième Front commun sont les dirigeants d'entreprises privées qui, comme dans la construction, les pâtes à papier ou à Proviso, utilisent ce précédent pour tenter de défoncer les conventions collectives de leurs ouvriers. Cela ne devrait pas étonner. Dans une période de conquêtes ouvrières, comme celle de la fin des années soixante et du début (les années soixante-dix, alors que des objectifs similaires de lutte mobilisent dans des conjonctures et des pays différents des masses de population laborieuse, les gains des uns deviennent les objectifs des autres dans une marche où le mouvement ouvrier semble aller de victoire en victoire sur une route ascendante et à sens unique. Mais dans une période de crise économique comme celle que nous vivons, alors que le patronat et l'État se mobilisent à l'échelle internationale sur des thèmes communs - salaires et bénéfices sociaux des ouvriers trop élevés pour que les produits soient compétitifs, trop faible productivité ouvrière, services sociaux de l'État coûteux, profits trop bas, etc. - la victoire d'un État ou d'un patron devient l'objectif de leurs confrères dans cette lutte pour agenouiller les travailleurs révoltés de la dernière décennie.

Mais laissons le patronat à sa jubilation. Le mouvement syndical - même si le gouvernement Lévesque continue de refuser le partage de pouvoirs qu'implique la concertation - doit repenser sa stratégie dans le secteur public s'il ne veut subir des défaites encore plus humiliantes. Hors de mon propos, de mes moyens et de ma responsabilité de traiter cette question dans toute son ampleur et sa complexité je voudrais plus simplement indiquer quelques pistes et esquisser quelques éléments susceptibles de susciter un débat et d'alimenter une nécessaire réflexion.

3. Quelques pistes

[Retour à la table des matières](#)

Le mouvement syndical, davantage que l'État et la nation québécoise, ne peut plus se payer les grèves à répétition dans le secteur public sous peine d'accroître soli isolement et sa répression sous l'œil indifférent ou satisfait de l'opinion publique excédée. Loin de moi l'idée que les employés de l'État font grève par plaisir comme le démontrent l'importance et la gravité des enjeux de la dernière négociation. Mais il me semble que le mouvement syndical doit trouver des moyens, des tampons qui permettraient d'amortir les chocs entre lui et l'État, et qui favoriseraient la recherche d'ententes satisfaisantes en minimisant kes coûteux, difficiles et dangereux conflits ouverts.

On le sait : les négociations dans le secteur public et parapublic ont entraîné depuis les années soixante une centralisation des pouvoirs au sommet. Cette évolution a eu ses avantages : le clergé qui contrôlait les appareils scolaires et de santé dut, malgré ses mérites historiques, remettre aux laïcs un pouvoir qu'il exerçait sans mandat et de façon despotique ; les Québécois, quelles que soient les régions, eurent accès à des services semblables ; les employés de l'État obtinrent des conditions de travail et de rémunération similaires d'un bout à l'autre de la province, etc. Mais cette centralisation, en balayant les pouvoirs intermédiaires, en les concertant dans les hauteurs, a bureaucratisé les relations de travail, rendu impersonnelles les relations humaines et répandu chez plusieurs un sentiment d'irresponsabilité face à des décisions prises par un lointain pouvoir.

Notre Jacobin gouvernement, même s'il prône la concertation, continue cette tendance centralisatrice comme en fait foi la réforme Laurin qui visait la disparition des commissions scolaires en diluant quelques pouvoirs au niveau des écoles et en accroissant la main-mise du Ministère de l'ensemble de l'éducation. Évidemment l'élection des commissaires n'attire pas les masses et ceux-ci n'ont, en définitive, que peu de comptes à rendre, mais plus que ces arrogants technocrates qui, depuis plus de quinze ans, programment et réforment l'éducation sans avoir, pour la plupart, jamais enseigné dans une classe. Des combats similaires pourraient être avancés sur l'hypercentralisation du

système de santé. Évidemment cette concentration du pouvoir patronal a entraîné celui du pouvoir syndical de telle sorte qu'entre le simple employé d'hôpital et ses négociateurs syndicaux, il y a un tel écart que celui-ci a souvent l'impression de n'exercer sur ses dirigeants nationaux guère plus de contrôle que sur ceux de l'État.

Aussi il m'apparaît que l'ensemble du mouvement syndical devrait développer la voie amorcée et défendue par la C.E.Q. : décentralisation des pouvoirs, y compris financiers, au niveau local et régional avec décentralisation concomitante des négociations. Évidemment une telle décentralisation ne diluerait pas le pouvoir de l'État et implique rait toujours une négociation centrale, mais elle permettrait de dé-bureaucratiser une structure devenue trop lourde. Dans cette lutte pour un pouvoir partagé, *le mouvement syndical* pourrait obtenir l'appui de tous ces démocrates qui se méfient d'un État qui se veut le seul définisseur et dépositaire du bien commun.

Mais même conquise, cette utile décentralisation serait, seule, insuffisante pour amortir les chocs entre l'État et le Front commun il faut aussi réformer le code du travail, qui définit les modalités de négociation et de confrontation, pour y prévoir des amortisseurs. Pour ma part et à titre d'hypothèses, j'en avancerais deux, peut-être trois.

On sait le rôle dans la propagande gouvernementale des comparaisons entre employés de l'État québécois et ceux de d'autres secteurs et, lors de la dernière négociation, de la comparaison avec la conservatrice Ontario, nouveau modèle de notre social-démocrate et souverainiste gouvernement. Ces comparaisons sont menées sous l'égide le l'intéressé conseil du trésor dont la partialité ne fait pas plus de doute que le caractère contestable de la méthodologie utilisée et l'incertaine validité des points de comparaison. Que le comité d'étude sur les conventions collectives passe sous l'autorité du Ministère du travail serait mieux, mais guère satisfaisant. Il faudrait qu'un tel groupe d'étude soit sous la responsabilité d'un comité paritaire syndicats-gouvernement dont il recevrait les mandats, et il faudrait de plus que les journalistes aient accès en tout temps aux documents produits par ce groupe de recherche. L'existence d'un tel comité ne supprimerait évidemment pas les divergences d'interprétation, mais son caractère neutre et impartial permettrait à tous les intervenants, y compris aux journalistes et à l'opinion publique, de porter un jugement plus serein sur les véritables enjeux de la négociation.

De plus, faudrait-il prévoir, avant que les parties puissent en découdre, un comité de médiation qui, choisi par les deux parties, chercherait les terrains d'entente ? La médiation, quoiqu'en disent certains, n'est pas une panacée. Elle risque de bureaucratiser davantage un processus de négociation déjà trop lourd ou encore d'entériner, comme lors du dernier Front commun, un rapport de forces nettement inégalitaire. Mais ce comité de nommé lorsque l'issue de la

bataille était déjà connue, auquel notre autoritaire gouvernement avait refusé le pouvoir de communiquer directement au public ses recommandations de règlement et dont le rôle objectif était de permettre aux parties de se dégager d'une situation qui conduisait au massacre du vaincu par le vainqueur - est-il représentatif d'une véritable médiation institutionnalisée ? De toute façon et quelle que soit la problématique valeur d'un mécanisme de médiation, il me semble essentiel que les deux parties conservent leur liberté d'accepter ou de refuser devant le tribunal de l'opinion le rapport d'une éventuelle tierce partie et, qu'en cas de refus, les syndiqués puissent recourir à la grève.

Car les plus sophistiqués des mécanismes de concertation, s'ils peuvent peut-être éviter les conflits inutiles, ne sauraient les supprimer. Et il faut se méfier de ceux qui rêvent d'une société si harmonieuse que les affrontements disparaîtraient : l'histoire est luttes et contradictions, et aucune vision mortifère, aucune politique autoritaire ne sauraient prévaloir contre ces élans vitaux. Et le droit de refuser collectivement un salaire et des conditions le travail, le droit de grève, est un droit aussi fondamental que les autres droits démocratiques : je me refuse à cette casuistique par laquelle certains relèguent à un rang subsidiaire un droit par rapport à d'autres qui seraient primordiaux. Si les droits démocratiques de deux groupes entrent en conflit, il ne s'agit pas de sacrifier un droit au profit de l'autre, mais de trouver les compromis qui rendraient non antagonique l'exercice de ces deux droits concurrents. Dans le secteur public, cette question s'articule autour des services essentiels. Et nonobstant les lamentations des bonnes âmes sur les malades sacrifiés par les égoïstes grévistes, dans la plupart des hôpitaux les administrations et les syndicats se sont entendus et s'entendent sur la définition des services essentiels. Mais dans certains lieux où les conditions le travail sont, pour des raisons multiples, si dégradées, l'administration cherchera parfois à supprimer le droit le grève en décrétant essentiels tous les postes tandis que les syndiqués accorderont un tel caractère absolu à leur droit de refus de travail qu'ils négligeront le droit à un malade au respect de sa souffrance et à la protection de sa vie. Ces cas minoritaires, qui ont fait couler tant l'encre et de salive, sont réels et on ne peut les ignorer. Aussi, afin de respecter les droits de chacun, un comité paritaire permanent devrait être nommé pour ces cas minoritaires avec la tâche de définir les services essentiels et avec le pouvoir de rendre ses décisions finales et sans appel.

Mais il ne suffit pas de recentrer la stratégie de négociation dans le secteur public. Le Québec fait face à la plus grave crise économique depuis les années trente. Après avoir reconnu que les travailleurs n'étaient pas responsables de cette crise, affirmé que le contre-pouvoir syndical ne faisait que réagir aux décisions des puissances, critiqué le gouvernement provincial qui administre de façon conservatrice la décroissance au sein de l'État fédéral, attaqué la gestion de celui-ci, vitupéré l'impérialisme américain qui projette dans les autres pays son déclin économique par sa politique monétariste et condamné

les crises cycliques de système capitaliste, le mouvement syndical doit prendre l'offensive et mettre de l'avant des objectifs et un projet crédibles et applicables. Les problèmes qu'affrontent les travailleurs sont nombreux au travail et à l'extérieur (inflation, santé et sécurité au travail, discrimination contre les femmes, manque de perspective pour la jeune génération, danger grandissant de guerre...), mais il en a un, présent et fondamental, qui, sans nier l'importance des autres, devrait canaliser l'ensemble de l'énergie du mouvement syndical: les mises à pied et le chômage ⁴. À la politique des moyens que poursuit le mouvement syndical depuis 1976 (la brumeuse "négociation nationale" pour la C.S.N. et l'intéressée "négociation multi-patronale" pour la pragmatique F.T.Q.), il devrait lui substituer une politique centrée sur le plein emploi et, autour de cet objectif, organiser les débats sur les moyens les plus aptes à le réaliser et à mobiliser les membres autour de cet enjeu primordial. Une telle politique, si elle est bien menée, permettrait de sortir le mouvement syndical de l'isolement dans lequel il s'est enlisé et de le relancer dans son rôle de promoteur de progrès social.

Fin du texte.

⁴ Le livre de Diane Bellemarre et Lise Poulin Simon (*Le plein emploi : pourquoi ?*, P.U.Q. et I.R.A.I., 1983, 273 pp.) joue, dans la présente crise économique, un rôle aussi stimulant que les grands manifestes des Centrales au début des années soixante-dix: il nous interroge et provoque la réflexion. Ce livre peut être utilement confronté avec *Le défi social-démocrate* de Christine Buci-Glucksmann et Göranan Therborn, Fm, 1981, 330 p.